

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F

MERCREDI 2 MARS 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: ~~0,50 F~~

EDITORIAL

DJIBOUTI

QUELLE INDEPENDANCE?

La conférence sur l'avenir de Djibouti s'est ouverte lundi après-midi à Paris. Le gouvernement français entame ainsi les derniers préparatifs d'un long processus devant aboutir à l'indépendance du "Territoire Français des Afars et des Issas".

Ce processus, le colonialisme français entend le contrôler jusqu'au bout. Pour cette raison, il a choisi de placer autour de la "table ronde", les hommes et les partis qu'il entend promouvoir à la tête du pouvoir demain. Pour cela il a fallu que le gouvernement français s'assure bien que ces derniers ne sortiront pas du cadre politique fixé par lui pour l'indépendance de leur pays. C'est ainsi que l'on trouve à la conférence des partis comme le LPAI (Ligue populaire africaine pour l'indépendance), le FLCS (front de libération de la Côte des Somalies), le MLD (mouvement de libération de Djibouti), Abdallah Kamil, président du conseil du gouvernement provisoire. Ali Aref, quant à lui, peu crédible aux yeux des masses de la population, avait, depuis longtemps été lâché par la France. Il ne participera pas à la conférence.

Le colonialisme ne tient pas à ce que Djibouti échappe à son leadership, une fois indépendant, et que s'y développent des tendances politiques trop radicales. C'est ainsi que, avec l'appui des organisations nationalistes prêtes à se partager le pouvoir, tout est déjà mis en place pour empêcher un éventuel débordement. Les milliers de travailleurs exploités, de malheureux de ce pays, mourraient en effet, à l'approche de l'indépendance faire entendre leurs voix. Et ces voix là, il s'agit précisément de les étouffer.

Pour Stirn donc "tout se passe bien", mais en réalité, des milliers de légionnaires, gendarmes, gardes mobiles, la marine militaire, sont sur place, prêts à intervenir. Le MPL (mouvement populaire de libération) organisation nationale plus radicale est étroitement surveillé et réprimé. Le gouvernement exacerbe les rivalités ethniques, réprime les minorités qui s'opposent à sa politique, corrompt les chefs féodaux.

Comme on le voit, tout est donc en place pour l'indépendance que désire

suite en p. 2

AUX MUNICIPALES VOTEZ REVOLUTIONNAIRE VOTEZ COMBAT OUVRIER

Combat Ouvrier participera donc aux élections municipales. Pour l'instant nous avons une liste prête à Capesterre, en Guadeloupe, et les choses sont bien avancées pour en avoir plusieurs dans les communes de Sainte Rose et Lamentin en Guadeloupe ainsi qu'au Robert et au Lamentin en Martinique.

Nous participons pour permettre qu'au delà des problèmes locaux les travailleurs puissent dire ce qu'ils pensent dans la situation politique qui se développe actuellement.

Car, si ces élections ont la réputation de ne pas être politiques, il n'empêche que tous les ténors de la politique, ceux de gauche comme ceux de droite, en font un test pour mesurer leur influence sur l'électorat.

On parle de plus en plus de l'arrivée possible de Mitterrand au gouvernement.

Et lui même s'y prépare en prenant bien soin de dire à la bourgeoisie qu'il ne s'en prendra pas à ses intérêts.

Aux travailleurs, il dit aussi qu'il ne fera pas grand chose pour eux.

Pour dire à ces politiciens de droite qu'ils en ont assez du chômage et des bas salaires, les travailleurs pourront voter pour les listes COMBAT OUVRIER.

Ils pourront aussi signifier à la gauche et à Mitterrand qu'ils ne sont pas dupes de leur politique, et qu'ils ne tailleront pas leurs revendications en cas de montée de cette gauche au gouvernement.

Pour ce qui concerne les questions qui se posent dans les communes, là aussi les candidatures de Combat Ouvrier serviront aux travailleurs à prendre position contre ces hommes de droite, véritables dic-

(suite en page 2)

GERARD NICOUÉ EN GUADELOUPE

Gérard Nicoud, secrétaire général du CID-UNATI, a séjourné en Guadeloupe durant une semaine. Il devait prendre des contacts avec les commerçants, artisans, et les membres des professions libérales et étudier la possibilité de créer une antenne locale du CID-UNATI.

Depuis 8 ans, ce syndicat et son fougueux secrétaire général ont beaucoup fait parler d'eux. Face au refus des pouvoirs publics de tenir compte des problèmes des petits commerçants et artisans, ils n'ont pas hésité à entreprendre certaines actions à caractère spectaculaire et plus radicales que celles employées traditionnellement. C'est ainsi qu'ils ont organisé le refus de payer les impôts, l'occupation de certaines préfectures et même la séquestration de percepteurs.

Dans la déclaration qu'il a faite à la presse, Gérard Nicoud a noté que dès son arrivée en Guadeloupe, il avait été contacté par de nombreux petits commerçants désireux d'obtenir des renseignements sur ce syndicat.

Ce n'est pas étonnant car les petits commerçants et les artisans antillais souffrent des difficultés considérables et

(suite en page 2)

MARTINIQUE MORT POUR LE CAPITAL

Jeudi 24 février, un ouvrier de la Carrière des sables GOUVER est mort électrocuté sur un tapis roulant. Il a laissé une femme et cinq enfants en bas âge.

Là encore on a parlé de fatalité et d'imprudence de la part de l'ouvrier.

Mais comment se fait-il qu'un tapis ait pu conduire de l'électricité ?

Ajoutons que ce travailleur travaillait les pieds nus.

Il s'agit d'un accident dont le patron de l'entreprise est responsable. Si les mesures de sécurité avaient été respectées, cet accident n'aurait pas eu lieu.

GOUVER a cette mort sur la conscience pour autant qu'il en ait une.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
7^{ème} supplément au mensuel N°71

EDITORIAL

suite

L'impérialisme français, celle qui maintiendrait sous la botte des futurs dirigeants locaux des milliers de démunis, d'affamés et de pauvres. Mais, ces derniers n'ont pas dit leur dernier mot, et le gouvernement français pourrait bien avoir à déchanter sur la "bonne marche" de son processus.

" A VOUS DE
JOUER "

L'émission "A vous de jouer" que les téléspectateurs guadeloupéens avaient l'habitude de voir depuis quelque temps le samedi soir et qui suscitait un grand intérêt, a été suspendue. La raison en est que Louis Mortor, candidat aux élections municipales de Gosier ayant participé au jeu, fut accusé par le Dr Hélène (mairie de Gosier) de se servir de l'émission à des fins électorales. La clique du RPF de Gosier et de la Guadeloupe, aidée en cela par l'administration préfectorale, ont donc abouti à priver les téléspectateurs d'une des rares émissions qui, pour une fois, sortait de la médiocrité habituelle des programmes de FR3.

Mais le pire, est que toute cette affaire s'est déroulée dans les hautes sphères et que les téléspectateurs n'ont pas eu leur mot à dire. Ce n'est pas la première fois que FR3 sous les ordres des hommes du pouvoir, arrête, coupe ou annule une émission sans se soucier des milliers de téléspectateurs.

Voilà donc des incapables notoires et sinistres crapules sur le plan politique qui se posent en censeurs et trient ce que la population doit entendre et voir. Personne en Guadeloupe n'a de leçon à recevoir de tels personnages tel Hélène, qui n'hésitent pas à utiliser les méthodes les plus ignobles dans leur combat pour organiser la fraude électorale.

Quant à la préfecture, elle est directement responsable de tels scandales, car c'est elle qui depuis bien longtemps couvre de tels hommes politiques.

MARTINIQUE

victoire des ouvriers
des usines et des
distilleries

Le vendredi 25 février, s'est achevée la grève des travailleurs des usines et des distilleries. Ceux-ci ont remporté une victoire.

On se souvient que cette grève avait

à propos des élections municipales rencontres G.R.S. - combat ouvrier

Depuis le début du mois de février, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le GRS et notre tendance. Ces rencontres avaient pour but de parvenir à un accord pour présenter en commun des listes aux municipales.

Un échange de textes a eu lieu entre le GRS et Combat Ouvrier, sans que nous puissions parvenir à un texte commun.

En particulier, le GRS tient à affirmer que ces élections ont une importance particulière pour les travailleurs. Le GRS affirme encore qu'une victoire électorale est décisive si on ne veut pas que la droite s'attaque aux travailleurs d'une façon jamais vue jusqu'ici.

En somme, il s'agit purement et simplement de positions qui ne diffèrent pas de ce que pourraient affirmer les PC, PS et autres réformistes.

Les camarades du GRS sont persuadés que c'est l'efficacité qu'ils recherchent ainsi. Pour notre part, nous croyons qu'en

poursuivant leur campagne suivant cet axe, ils contribueront tout simplement à entretenir les illusions électorales créées par ces partis de gauche, dans la classe ouvrière.

Nous croyons que ce n'est pas sur le terrain des élections que les travailleurs peuvent rencontrer succès ou défaite. Le cirque électoral c'est du "tape à l'oeil". Le terrain sur lequel les travailleurs se mesurent avec la classe dominante est ailleurs. Et sur ce terrain là, la classe ouvrière a effectivement les moyens de remporter des succès qui peuvent être décisifs pour l'avenir.

Le GRS ne partage pas cette façon de voir et de dire les choses, qui seraient peu réaliste et propagandiste à son avis.

Les divergences sur ce terrain là, sont donc profondes entre nos deux tendances. Nous poursuivons cependant la discussion avec le GRS.

aux Municipales
VOTEZ REVOLUTIONNAIRE
VOTEZ COMBAT OUVRIER

(SUITE)

tateurs dans leurs communes qui dilapident les fonds publics avec leurs amis. Les travailleurs pourront aussi prendre position sur une gauche qui, lorsqu'elle a une municipalité, se contente de la gérer avec les maigres fonds dont elle dispose sans jamais mobiliser la population contre l'Etat responsable de la misère des communes.

Les travailleurs profiteront de la présence des listes de Combat Ouvrier pour dire qu'ils veulent autre chose qu'une simple gestion dans les communes. Qu'ils veulent voir les municipalités prendre position dans leurs luttes, organiser la lutte des chômeurs, soutenir les petits payans.

Le moyen de réclamer qu'une telle politique soit appliquée, ce sera de voter pour les listes de Combat Ouvrier, qui sont les seules à défendre cette politique.

§ § § § § § § § § §

§ § § § § § § § § §

commencé il y a plus d'un mois et que les grévistes réclamaient une augmentation de 15,8%.

Les patrons eux ne voulaient céder que sur 8%. Les travailleurs ont tenu bon et ont finalement imposé des augmentations de 14% pour les salaires les plus bas et 13,5% pour les plus élevés.

Que les patrons aient enlevé ces 0,5% à certains travailleurs ne traduit finalement que leur propre mesquinerie, mais n'enlève rien à la victoire des travailleurs.

GERARD NICOURD
en Guadeloupe

(suite)

sont pour l'instant inorganisés.

Ils ont à subir la concurrence féroce et déloyale des grandes surfaces: les chaînes de Prisunic, Unimag et autres SOFROI, qui ont pris une forte proportion du marché ces dix dernières années et qui depuis, ne font que développer leurs tentacules en ouvrant de nouvelles succursales.

Les difficultés du petit commerce ne s'arrêtent pas là, car l'état aussi les pressurent durement. La patente et autres charges fiscales augmentent chaque année. Mais en retour, ils ne bénéficient d'aucune mesure sociale.

Cette catégorie sociale est pourtant l'un des supports de l'économie du pays car en plus de la petite distribution, elle permet à bien des familles, en particulier dans les communes, de survivre en acceptant la vente à crédit.

Mais pour défendre ses intérêts, elle n'a rien à attendre des pouvoirs publics, car l'état représente et défend uniquement les intérêts des gros capitalistes, précisément en exploitant, plus ou moins durement, toutes les autres catégories sociales.

Pour se défendre les petits commerçants et artisans devront s'organiser, certes, et de la façon la plus radicale possible, car c'est le seul langage qu'entendent les pouvoirs publics.

Ils auront aussi tout intérêt à lier leur lutte à celles déjà entreprises contre les grosses sociétés de commerce, et aussi contre l'état, par la classe ouvrière.

A C H E T E Z LE N° 71
DE COMBAT OUVRIER (mensuel)

il est toujours en vente dans les
librairies.